

MINISTÈRE DU TRAVAIL

CONVENTIONS COLLECTIVES

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

**BÂTIMENT**

IDCC : 1597. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

ACCORD DU 25 AVRIL 2018  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1<sup>ER</sup> JUIN 2018  
(CENTRE-VAL DE LOIRE)

NOR : ASET1850666M

IDCC : 1597

Entre :

FFB Centre-Val de Loire ;

CAPEB Centre,

D'une part, et

FO Centre ;

UR Centre-Val de Loire CFDT ;

CFTC Centre,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

### **Article 1<sup>er</sup>**

En application des articles XII.8 et XII.9 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les organisations d'employeurs et de salariés de la région Centre-Val de Loire adhérentes aux organisations nationales représentatives se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Centre-Val de Loire à compter du 1<sup>er</sup> juin 2018.

### **Article 2**

Pour la région Centre-Val de Loire, les parties signataires du présent accord prenant en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

*(Voir tableau page suivante.)*

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL MINIMAL (pour 35 heures hebdomadaires)	TAUX HORAIRE minimal
Niveau I. – Ouvriers d'exécution			
– position 1	150	1 498,47 €	9,88 €
– position 2	170	1 527,34 €	10,07 €
Niveau II. – Ouvriers professionnels	185	1 574,35 €	10,38 €
Niveau III. – Compagnons professionnels			
– position 1	210	1 689,14 €	11,14 €
– position 2	230	1 785,26 €	11,77 €
Niveau IV. – Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe			
– position 1	250	1 886,30 €	12,44 €
– position 2	270	1 984,37 €	13,08 €

### Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction générale du travail et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes d'Orléans.

### Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social.

Fait à Olivet, le 25 avril 2018.

(Suivent les signatures.)